

SecurePART

Résultats de la première période

FRENCH SUMMARY

Introduction

Les premiers résultats de la période est un document du projet SecurePART qui vise à améliorer l'accessibilité des résultats du projet et à soutenir l'engagement des organisations de la société civile (OSC) dans le programme de recherche sur la sécurité de l'UE. Alors que ce résumé souligne ici quelques-unes des principales conclusions, le document fournit plus de détails et présente les résultats sous forme schématique.

Le terme 'Sécurité' dans un contexte européen est entendu comme incluant toutes les recherches et le développement de technologies et de connaissances pour avoir les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des citoyens européens contre les menaces (telles que le terrorisme, les catastrophes naturelles et la criminalité), tout en respectant les droits humains fondamentaux.

L'implication des OSC dans la recherche en sécurité permet de développer des solutions de sécurité qui sont: (i) les mieux adaptées à ceux confrontés aux problèmes sur le terrain; et (ii) moins susceptibles de porter atteinte aux droits humains fondamentaux. Les OSC apportent également une perspective différente à la recherche en sécurité – actuellement la recherche appliquée tend à se concentrer autour des intérêts de l'industrie et le développement de solutions technologiques sur les problèmes de sécurité. La participation des OSC dans la recherche en sécurité peut également aider à engager les autres groupes d'intervenants concernés et de favoriser la confiance entre ces groupes.

Afin de comprendre et d'aider à augmenter la participation d'un éventail d'OSC dans la recherche en sécurité, SecurePART cherche à atteindre quatre objectifs principaux:

1. Comprendre les OSC et réseaux d'OSC, et favoriser l'amélioration de leur collaboration avec d'autres parties prenantes, y compris: les développeurs de technologies, des fournisseurs de sécurité publique, les décideurs politiques et les chercheurs
2. Explorer les possibilités de financement offertes dans le programme de recherche sur la sécurité de l'UE, et de permettre à la Commission de l'UE de surmonter les obstacles à la participation des OSC
3. Développer un plan de stratégie et d'action pour aider à augmenter la participation des OSC dans la préparation et soumission de projets de recherche en matière de sécurité et dans l'élaboration du programme de recherche de l'UE.

Définition des OSC

Les OSC sont généralement définies comme des organisations non-lucratives, non-gouvernementales qui sont un véhicule pour les citoyens d'exprimer collectivement et de poursuivre des intérêts potentiellement publics pour le «bien public». Débat se pose souvent de savoir si des organisations particulières sont conformes à l'esprit de la définition des OSC parce qu'elles: (a) mettent l'accent sur les intérêts d'un groupe spécifique, plutôt que sur les intérêts du grand public; (b) ont été créées pour promouvoir l'agenda du gouvernement de l'époque; (c) font également la promotion d'intérêts industriels et commerciaux; ou (d) choisissent de se définir différemment. En effet, certaines organisations rejettent



explicitement des termes tels qu'ONG ou OSC, préférant être classées comme 'institutions de recherche' un terme qui suggère un engagement à l'indépendance et la recherche scientifique.

La participation des OSC dans la recherche en sécurité financée par l'UE

SecurePART a mené un sondage en ligne des OSC pour les interroger au sujet de leur participation à la recherche de sécurité. Bien que la majorité des OSC comprennent seulement un petit nombre d'employés et aient un budget limité, ce sont les grandes OSC avec un personnel multiple et des bureaux internationaux qui sont les plus susceptibles de participer à la recherche en sécurité financée par l'UE. Cependant comparées à d'autres parties prenantes, les OSC sont en minorité dans les projets de sécurité, représentant moins de 5 pour cent des coordinateurs de projet et des partenaires. Les OSC sont également sous-représentées au sein des groupes de travail et de conseil qui façonnent le programme de recherche et d'innovation de l'UE. Les OSC peuvent être bien placées pour comprendre les problèmes de la société, et avoir des compétences démontrables dans la recherche, l'engagement, le plaidoyer et le lobbying, mais elles ne sont pas actuellement impliquées dans la conception et la prestation du programme de recherche sur la sécurité de l'UE.

Engager les OSC

Comme résultats des entrevues, des ateliers et du sondage en ligne, SecurePART a trouvé que les OSC sont intéressées à participer à la recherche en sécurité financée par l'UE. Autour de cinquante pour cent des OSC ayant répondu au sondage en ligne ont exprimé un intérêt dans la sécurité. Les sujets d'intérêt les plus communs pour les OSC sont des droits civils, les droits des minorités, la vie privée, les risques environnementaux, la cyber sécurité et les risques sanitaires. En outre, les OSC sont intéressées par les domaines de sujets couverts dans le programme de recherche sur la sécurité de l'UE, comprenant la gestion des crises, la protection des infrastructures, la lutte contre le terrorisme, la protection physique et le contrôle des frontières.

La taille, la structure, les objectifs et la portée des OSC peuvent cependant parfois limiter leur capacité à participer à la recherche de sécurité financé par l'UE.

Le financement par l'UE de la recherche en sécurité soutient les collaborations européennes pour traiter de questions de sécurité qui sont souvent largement définies et pertinentes à travers les frontières. La majorité des OSC, en revanche, se concentrent sur le traitement d'objectifs spécifiques dans un contexte local, régional ou éventuellement national. En outre, le caractère high-tech et industriel du programme de recherche et son rôle perçu de marketing en technologies de sécurité, inquiète les OSC attachées à la promotion des droits civils et des minorités.

Les OSC en mesure d'identifier les sujets pertinents dans le programme de financement peuvent être incapables de rejoindre une proposition de financement en raison de leur manque de contacts avec les organisations dans le domaine de la recherche en matière de sécurité. Il peut aussi être difficile à comprendre un programme de financement de l'UE qui est complexe, a recours à un jargon spécifique et est de ce fait inaccessible pour des «étrangers» au financement européen de la recherche. De plus, une demande de financement de l'UE est également extrêmement chronophage avec des taux de réussite relativement faibles.

Alors que les projets de recherche en sécurité ont beaucoup à gagner de la participation des OSC, SecurePART a constaté que les OSC peuvent être dissuadées d'une plus grande participation au cas où ils sont détournés de leurs



objectifs fondamentaux. Cela peut être dû en partie au temps du personnel nécessaire pour satisfaire les exigences administratives imposées par la Commission européenne.

Apprendre d'autres domaines

Le consortium SecurePART reconnaît les critiques adressées au programme européen de recherche en sécurité, en ce qui concerne les questions problématiques dans ce domaine, y compris celles concernant la politique internationale, la vie privée et les droits humains. Cependant, SecurePART suggère que beaucoup peut être appris dans d'autres domaines scientifiques et technologiques où des mesures ont été prises pour engager les citoyens et réduire le déficit démocratique.

L'industrie de la production d'électricité, par exemple, a développé une culture du dialogue avec la société civile, en commençant il y a 40 ans avec le mouvement d'opposition à l'énergie nucléaire et continue jusqu'à nos jours avec les opposants aux génératrices éoliennes et aux lignes électriques à haute tension. L'industrie chimique est consciente que sa réussite économique dépend aussi de l'acceptation sociale. La recherche et l'innovation en génie génétique a une forte incidence sur la société et des efforts ont été faits pour engager les OSC – avec des résultats mitigés.

Dans le cadre de ses recherches SecurePART a identifié une série de méthodes pour améliorer la communication avec les citoyens et les OSC, incluant: des conférences de consensus pour permettre un dialogue entre experts et citoyens sur des sujets controversés; des projets de démonstration; l'évaluation participative de la technologie, où un éventail de parties prenantes identifie les problèmes potentiels et élabore des solutions; et des journées portes ouvertes pour le public. Il y a des cas où les différences d'opinion ont affaibli le dialogue citoyen et l'engagement, mais en général, le développement et l'application de ces méthodes sont considérés positivement.

Les plans pour la deuxième année du projet

SecurePART est engagé à accroître la sensibilisation des OSC vis-à-vis des opportunités de participation à la recherche en sécurité financée par l'UE et pendant la prochaine année du projet (2015-16) mettra en évidence les avantages de la participation dans le programme de recherche Horizon 2020 de la Commission Européenne. Le projet est dans le processus de développement, de production et de publication d'activités de communication; d'actions interactives et multipartites et d'événements de prospective.



This project has received funding from the European Union's Seventh Framework Programme for research, technological development and demonstration under grant agreement no 608039.

www.securepart.eu



Bantec Group
Spain
www.bantec.es
lb@bantec.es



vdLconsult
Germany
www.vdlconsult.de
j.cornier@arcor.de



The European Network
of National Civil Society
Associations
Belgium
www.ennaeurope.org
denisa.ionescu@ennaeurope.org



Nexus Institute
Germany
www.nexusinstitut.de
henseler@nexusinstitut.de



Goethe University
Germany
www.uni-frankfurt.de
kolliarakis@soz.uni-frankfurt.de



University of Salford
United Kingdom
www.salford.ac.uk
c.davey@salford.ac.uk



LOBA
Portugal
www.loba.pt
alexandre@loba.pt